

Penser
les nouvelles
problématiques
éducatives
dans une
perspective
internationale



Recherches
en éducation
et recomposition
des espaces
scolaires
et éducatifs



16

17

18

novembre

2016

Colloque International

Université Paris-Est
ESPE de Créteil
rue Jean Macé
94380 Bonneuil
France

→ Soumettre une proposition de communication

Date limite de soumission
de la proposition :
29 mars 2016.

Format :

Les propositions de 5000 signes environ (espaces compris) comprennent un titre, une présentation de la communication, les objets et les méthodes, ainsi que les nom, prénom, statut, rattachement institutionnel et email de l'auteur-e.

Merci de préciser l'axe dans lequel s'inscrit la proposition.

La soumission d'une proposition de communication se fait via le site de la conférence en suivant le lien suivant :
www.ouiep.org

→ Argumentaire

Quelles transformations des espaces scolaires et éducatifs pour quel(s) projet(s) démocratique(s) au XXI^e siècle ? Dans la plupart des systèmes éducatifs massifiés, l'école n'a plus l'apanage de la transmission des savoirs et de la prise en charge de l'ensemble des problématiques scolaires et éducatives. Sa capacité à porter seule les réponses aux défis démocratiques qu'on lui assigne est remise en cause par les faits. Si l'école est confortée dans ses fonctions de socialisation et d'encadrement de la jeunesse, si les niveaux de formation des nouvelles générations sont supérieurs à ceux des précédentes, si les aspirations à la démocratisation scolaire sont partagées et se sont imposées comme un enjeu majeur de développement économique, voire démocratique, aucun système éducatif ne parvient à conjurer les inégalités sociales et sexuées de réussite, et ce malgré des différences de performances importantes en la matière (Janmaat, Duru-Bellat, Green, & Méhaut, 2013). Les données statistiques sur les parcours des élèves rappellent le poids de l'héritage social sur les destins scolaires. Les modalités d'accès aux différentes voies d'études et aux diplômes sont fortement différenciées et hiérarchisées selon leur sexe, leur classe (Bourdieu & Passeron, 1970, Bernstein, 1975) et les rapports sociaux de race (Stevens & Dworkin, 2014). Il apparaît dès lors nécessaire d'analyser les articulations entre ces différentes catégories (Bereni et al., 2008). Alors que la distance qui sépare les élèves issus des classes populaires, notamment les garçons, des normes scolaires ordinaires ne semble pas se réduire, les filles ne traduisent pas sur le plan professionnel leur réussite scolaire, alors même que les diplômes sont devenus indispensables sur le marché du travail.

Dans le même temps, les espaces scolaires et éducatifs semblent se recomposer autour de la mobilisation de nouveaux acteurs et de nouvelles formes d'organisations des activités scolaires et éducatives, de la transformation des échelles d'intervention, de la promotion de pratiques différentes et parfois alternatives à un modèle scolaire en difficulté (Ben Ayed, 2009; Seddon & Levin, 2013, Maurício (ed.), 2014). Cette transformation va de pair avec un mouvement international de recomposition des modes de régulation des systèmes scolaires, caractérisé par une compétition accrue entre les établissements soutenue par des politiques publiques aux effets nuancés (Felouzis, Maroy, & Van Zanten, 2013). On doit pouvoir interroger les effets de ces politiques en termes de spatialisation des problèmes sociaux dans et autour de l'école, en lien avec des inégalités de ressources éducatives entre les territoires. Les modèles centralisés se recomposent au profit de nouvelles formes d'organisations scolaires qui se constituent autour de la sédimentation des modes de régulation (Buisson-Fenet & Pons, 2014) et de la multiplication des dispositifs locaux. Ceux-ci sont construits pour répondre à l'hétérogénéité des publics et aux contraintes locales perçues comme spécifiques (Barrère, 2013). L'accroissement de l'autonomie des établissements conduit ainsi à structurer ces dispositifs autour de caractéristiques supposées des territoires et de la mobilisation des collectivités locales et territoriales, des associations communautaires ou

de proximité, des mouvements d'éducation populaire et d'empowerment. L'implication de ces nouveaux acteurs dans la prise en charge de questions scolaires appelle sans doute à une évolution des champs d'analyses mobilisés qui débordent les cadres scolaro-centrés. Auparavant engagés dans d'autres formes» encadrement de la jeunesse, ces acteurs se mobilisent désormais fortement sur la prise en charge de difficultés singulières qui peuvent être désignées sous le terme de nouvelles problématiques éducatives.

Celles-ci désignent des « problèmes publics » (Cefaï & Terzi, 2012), qui se posent et se recomposent de manière spécifique dans l'espace scolaire. Elles perturbent ou questionnent le fonctionnement ordinaire de l'école et/ou remettent en cause ses fonctions sociales élémentaires. Leurs formes de prise en charge et de prévention interrogent l'articulation des missions traditionnelles de l'école autour de l'instruction, de la transmission des savoirs et de la construction des apprentissages, avec des formes éducatives plus larges. La promotion, dans le débat public, médiatique et scientifique, des difficultés considérées comme spécifiques que posent ces problématiques participent de leur définition et de la mobilisation d'acteurs pluriels dans leur prise en charge (Isambert-Jamati, 1985). L'échec scolaire, la violence à l'école, le décrochage scolaire, les discriminations ethnoraciales, sexuées et selon l'orientation sexuelle, sont quelques-unes de ces nouvelles problématiques éducatives dont il reste à analyser les constructions, les usages et les critiques qui leur sont adressées (Lemieux, 2009).

On peut s'interroger sur les conditions de leur émergence dans les démocraties dont les systèmes éducatifs sont massifiés. Sont-elles un effet incontournable des organisations scolaires contemporaines ? Marquent-elles un affaiblissement de l'école dans sa visée socialisatrice, ou au contraire une forme de scolarisation du social qui oblige à un traitement croisé des difficultés posées ? Comment ces difficultés s'agrègent-elles aux contextes locaux et à leurs marqueurs sociologiques ? Les formes de désignation de ces objets, la manière dont ils sont pris en charge, la perception qu'en ont les acteurs et ce qu'elles disent de la recomposition des espaces scolaires et éducatifs seront au cœur de ce colloque. Il doit être l'occasion de comparer des terrains et des objets qui pourront traiter des formes de désignation de ces nouvelles problématiques éducatives, des modalités de leur prise en charge à l'échelle locale, nationale ou transnationale, et de la manière dont ces situations sont appréhendées par les différentes catégories d'acteurs éducatifs, y compris les élèves. Le colloque doit également être l'occasion d'une mise à l'épreuve croisée de différentes recherches portant sur différents contextes nationaux ou régionaux, tout en privilégiant aussi la mise en perspective de travaux comparatifs à l'échelle internationale autour de ces questions.

Quatre axes de développement et d'analyse sont proposés.

→ Axe 1 Désigner, classer, ordonnancer les nouvelles problématiques éducatives

La fragmentation des difficultés à laquelle l'école doit faire face alimente parfois l'idée d'une crise permanente de l'institution scolaire, perçue comme affaiblie et difficilement capable de faire vivre un projet démocratique égalitaire et équitable. L'hétérogénéité des élèves, et leur proximité plus ou moins forte avec le jeu scolaire, favorisent le développement de nouvelles formes de prise en charge qui débordent les cadres de l'école traditionnelle. Souvent affiliés à certaines catégories d'élèves, un certain nombre d'objets spécifiques sont ainsi désignés et traités comme des problèmes sociaux qui perturbent le monde scolaire. Quels objets peuvent être appréhendés comme des nouvelles problématiques éducatives et comment comprendre leur émergence ? Quelle relation peut-on établir entre ces problématiques et les systèmes éducatifs dans lesquels elles s'insèrent ? Quels liens avec la désignation de « publics spécifiques » ? L'inscription de ces différents éléments doit permettre d'interroger les modalités de construction sociale des objets considérés, leur inscription historicisée dans les débats en éducation, leur place dans les formes de recomposition des espaces scolaires et éducatifs.

→ Axe 2 Les politiques de lutte et/ou de prévention autour des nouvelles problématiques éducatives

On s'interrogera sur la définition, les caractéristiques et les effets mesurés des politiques de prise en charge des nouvelles problématiques éducatives. Leurs formes varient selon les systèmes éducatifs et les échelons d'intervention privilégiés. La mise en place de politiques nationales, de programmes parfois déployés à l'échelle internationale, de dispositifs locaux, traduit l'engagement des acteurs dans la résolution de ces difficultés. Quels sont les espaces et les échelons mobilisés ? Sous quelles formes se déclinent ces politiques ou ces formes d'interventions ? Par exemple, on s'intéressera aux recherches qui interrogent ces problématiques au travers des nouvelles formes de l'éducation prioritaire et compensatoire, du développement de dispositifs éducatifs en lien avec l'école ou des formes spécifiques d'encadrement des élèves, ou encore aux effets de programmes d'intervention dans les espaces scolaires et éducatifs.

→ Axe 3 Modes d'évaluations et de jugement des dispositifs scolaires

Les classements, palmarès et indicateurs chiffrés, dont la diffusion régulière et massive se développe avec la démocratisation scolaire, contribue à hiérarchiser les élèves, les établissements et à mesurer les performances éducatives entre pays. Elle est également largement mobilisée pour interroger l'efficacité et l'impact des formes de prises en charge des nouvelles problématiques éducatives. Cet axe s'intéresse non seulement à ces évaluations dites « objectives », aux usages d'enquêtes statistiques comme celles sur le climat scolaire, mais aussi aux dynamiques d'évaluation et de jugement alternatifs à ceux des grandes enquêtes nationales et internationales. Il s'agit des jugements que portent sur l'école les acteurs scolaires et éducatifs, familles et élèves. L'évaluation est alors comprise au sens large d'une pratique qui consiste à « apprécier le train des conduites, sous les regards réciproques, et avec ses propres raisons d'agir », et est inhérente en ce sens à l'action humaine (Cottereau, 2012 ; Lamont, 2012). On s'intéressera aux instruments d'évaluation, aux usages concrets de l'évaluation chiffrées et aux effets de ces instruments d'évaluation sur les pratiques. Dans cet axe est également attendue une réflexion sur la méthodologie mise en œuvre pour saisir ces évaluations en acte.

→ Axe 4 Agir dans l'école et dans les territoires

On cherchera à comprendre quelles sont les évolutions notables et les transformations des formes de prise en charge éducative et scolaire. En particulier, quelle attention est portée aux spécificités locales et aux effets sur les pratiques et les professionnalités ? On pourra interroger la division du travail éducatif dans la prise en charge de ces problématiques, les évolutions ou continuités de la forme scolaire autour de ces questions. Quels sont les effets de la ségrégation sociale, sexuée et spatiale à l'intérieur des établissements scolaires, en particulier en ce qui concerne les parcours des élèves ? Comment les élèves et les familles perçoivent-ils cette spatialisation des problèmes sociaux et quelles sont les conséquences des logiques de concurrence entre (micro-)espaces scolaires ? Qui sont les acteurs mobilisés et à partir de quelles légitimités organisent-ils leurs actions ? Quelles formes de prises en charge favorisent-ils et selon quels registres d'intervention ? Cet axe permettra d'interroger la construction des marges, des formes d'innovations et d'expérimentation engagées autour de ces nouvelles problématiques éducatives. De quelle nature sont les dispositifs de co-éducation à l'égard des familles et comment travaillent-ils les formes de coopérations entre professionnels et parents ? Quelle place pour les « alliances éducatives » (Gilles, Potvin & Tièch Christinat [éds], 2012) entre les différents acteurs mobilisés et selon quelles modalités ? On interrogera également les modalités de recomposition des espaces scolaires et éducatifs, lisibles dans la promotion de nouvelles formes de co-éducation et dans le développement de logiques d'externalisation par l'école de la prise en charge de ces nouvelles problématiques éducatives.

→ Responsables scientifiques

Séverine Chauvel
& **Benjamin Moignard**
Université Paris-Est, France

→ Comité d'organisation

Séverine Chauvel, Université Paris-Est, France
Juliette Garnier, Université Paris-Est, France
Isabelle Le Gal, Université Paris-Est, France
Benjamin Moignard, Université Paris-Est, France
Gautier Scheifler, Université Paris-Est, France
Tifen Jégo, Université Paris-Est, France

→ Comité scientifique

Anne Barrère, Université Paris-Descartes, France
Claire Beaumont, Université Laval, Québec, Canada
Valérie Becquet, Université de Cergy Pontoise, France
Lila Belkacem, Université Paris-Est, France
Choukri Ben Ayed, Université de Limoges, France
Catherine Blaya, Université de Nice, France
Stéphane Bonnéry, Université Paris 8, France
Marcelo Burgos, Université Pontifical de Rio de Janeiro, Brésil
Ana Cavaliere, Université Federal do Rio de Janeiro, Brésil
Sigolène Couchot-Schiex, Université Paris-Est, France
Eric Debarbieux, Université Paris-Est, France
Benjamin Denecheau, Université Paris-Est, France
Joseph Dougoudia Lompo, Université de Koudougou, Burkina Faso
Hugues Draelants, Université Catholique de Louvain, Belgique
Farinaz Fassa, Université de Lausanne, Suisse
Diagnébou Fofana-Ballester, Université Paris-Est, France
Philippe Goámmá, Université Paris-Est, France
Nassira Hedjerassi, Université de Reims, France
Gaële Henri-Pannabière, Université Paris-Descartes, France
Marie-Anne Hugon, Université Paris-Ouest-Nanterre, France
Francis Lebon, Université Paris-Est, France
Vanja Lozić, Université Höögskolan Kristianstad, Suède
Régis Malet, Université Bordeaux 3, France
Fabienne Maillard, Université de Lille 3, France
Mathias Millet, Université de Tours, France
Marie-Pierre Mackiewicz, Université Paris-Est, France
Gilles Monceau, Université de Cergy-Pontoise, France
Glenn Musher, Université de Miami en Ohio, USA
Anne-Claudine Oller, Université Paris-Est, France
Gaël Pasquier, Université Paris-Est, France
Jean-Charles Pettier, Université Paris-Est, France
Xavier Pons, Université Paris-Est, France
Jean-Yves Rochex, Université Paris 8, France
Stéphanie Rubi, Université Bordeaux Montaigne, France
Thomas Sauvadet, Université Paris-Est, France
Chantal Tièch Christianat, Haute Ecole Pédagogique du Canton de Vaud, Suisse
Agnès Van Zanten, Sciences-Po Paris, France
Sandra Ziegler, Université Fédérale de Paraiba, Argentine

→ Bibliographie

Ball Stephen (2008)

The education debate. Bristol, The Policy Press.

Barrère Anne (2013)

« La montée des dispositifs : un nouvel âge de l'organisation scolaire ». *Carrefours de l'éducation*, 36(2), 95-116

Ben Ayed Choukri (2009)

Le nouvel ordre éducatif local. Mixité, disparités, lutte locale. Paris, Presses Universitaires de France

Bereni Laura, Chauvin Sébastien,

Jaunait Alexandre, Revillard Anne (2008)

Introduction aux Gender Studies : Manuel des études sur le genre. Bruxelles, De Boeck

Bernstein Basil (1971)

Codes and Control. Volume 1: Theoretical Studies Towards a Sociology of Language. London and Boston: Routledge and Kegan Paul

Bourdieu Pierre & Passeron Jean-Claude (1970)

La Reproduction. Paris, Éditions de Minuit

Buisson-Fenet Héliane & Pons Xavier (2014)

School Evaluation Policies and Educating States. Peter Lang, Collection: Action publique / Public Action - volume 11

Cafaï Daniel & Tarzi Cédric (2012)

L'Expérience des problèmes publics. Perspectives pragmatistes. Paris, Éditions EHESS

Cottereau Alain & Marzok Mokhtar Mohatar (2012)

Une famille andalouse. Ethnocomptabilité d'une économie invisible. Paris, Bouchène

Felouzis Georges, Maroy Christian

& Van Zanten Agnès (2013)

Les marchés scolaires. Paris, Presses Universitaires de France

Gilles Jean-Luc, Potvin Pierre

& Chantal Tièche Christinat (éds) (2012)

Les alliances éducatives pour lutter contre le décrochage scolaire. Peter Lang éditeur, Éditions scientifiques internationales Berne

Isambert-Jamati Viviane (1985)

« Quelques rappels de l'émergence de l'échec scolaire comme problème social dans les milieux pédagogiques français ».

In Plaisance Eric (Ed.), *L'échec scolaire, nouveaux débats, nouvelles approches sociologiques*. Paris, CNRS



LIRTES
Laboratoire interdisciplinaire de recherche
sur les transformations des pratiques éducatives
et des pratiques sociales

**OBSERVATOIRE
UNIVERSITAIRE INTERNATIONAL
EDUCATION & PRÉVENTION**

OUIÉP

espe
École supérieure
de profession
en Île-de-France
Régionale de l'Éducation
Supérieure

UPEC
UNIVERSITÉ PARIS EST CRETEIL

